



La Lettre de l'UNSA-IESSA

Ingénieurs Electroniciens des Systèmes

de la Sécurité Aérienne

Effectifs, RIFSEEP : de pire en pire...

Effectifs : spirale infernale

En CT/DGAC, l'Administration a annoncé qu'elle souhaitait dorénavant appliquer le même taux de non-remplacement des départs en retraite à tous les agents.

En conséquence, les IESSA qui partiront ne seront plus remplacés à hauteur de 80%, mais 63%. Pour 10 départs, il n'y aura que 6 recrutements.

Sur la période 2013-2015 et faute de suffisamment de candidats, tous les postes proposés aux concours IESSA n'ont pas été pourvus. Les 10 postes non pourvus ont été redistribués à d'autres corps, mais SDP est incapable de dire à qui. Avec une telle gestion, comment récupérer l'année prochaine les postes IESSA perdus ?

L'Administration nous a présenté ses prévisions de départs en retraite pour les 3 ans à venir.

Année :	2016	2017	2018
Prévision départs IESSA (chiffres de l'Administration) :	36	37	40
Nb IESSA recrutés (63%) :	23	23	25
Nb IESSA en promo à l'ENAC	20	20	21

On peut facilement en déduire les prévisions de recrutements et le nombre d'élèves à l'ENAC pour ces trois années.

Notre administration se refuse toujours à prendre en considération le temps de formation d'un IESSA. La vingtaine d'IESSA recrutés chaque année entre 2016 et 2018 seront formés entre 2019 et 2021. Ils auront la mission impossible de remplacer entre 50 et 60 départs par an, soit un taux de remplacement d'IESSA formés inférieur à 40%.

Comment faire le travail de 10 IESSA à 3 ou 4 ?

Quand on interroge l'administration sur cette problématique, elle nous parle de son projet à partir de 2022, mais rien pour les années à venir où il faudra à la fois installer les nouveaux systèmes, maintenir les anciens avec des baisses d'effectifs importantes.

La DGAC est incapable de nous dire si le protocole limitera la baisse des effectifs pour les années à venir.

Nous sommes dans une spirale de baisse des effectifs hors de contrôle et destructive qu'il nous faut stopper.

RIFSEEP, outil coercitif

Pour mener à bien une politique de gestion des ressources humaines aussi contraignante, le gouvernement et la DGAC ont besoin de diviser les personnels, casser l'esprit de corps en individualisant davantage les carrières et la rémunération.

Il existe déjà les RDL et les emplois fonctionnels mais ce n'est pas suffisant, il faut un outil coercitif plus puissant : le RIFSEEP.

Rappelons que RIFSEEP veut dire **Régime Indemnitare** tenant compte des **Fonctions**, des **Sujétions**, de l'**Expertise** et de l'**Engagement Professionnel**.

Il est composé de deux primes :

- L'IFSE : Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise ;
- CIA : Complément Indemnitare Annuel.

Le RIFSEEP concentre tous les mécanismes pour individualiser le niveau des primes au bon vouloir de l'administration.

Bien sûr, cela se fera progressivement et au départ on essayera de nous rassurer en disant que le niveau de nos primes sera conservé et

que le RIFSEEP DGAC sera un RIFSEEP « light » sans conséquence. Mais les mécanismes d'une individualisation des carrières et rémunérations seront mis en place.

Autre précision : l'IFSE et le CIA sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget (décret réf. RDFF1328976D).

La très grande majorité des primes des personnels de la DGAC ne peuvent donc être maintenues en même temps que le RIFSEEP, sauf une exception notable : la PEQ.

En effet la PEQ est une prime liée au suivi de formation et ne rentre pas dans le cadre du RIFSEEP : cela a été confirmé par SDP lors de la première réunion sur le sujet.

On comprend mieux pourquoi notre Administration cherche depuis longtemps à supprimer la PEQ.

On comprend donc mieux pourquoi, lors des négociations sur le protocole 2013-2015, l'administration s'est empressée d'accepter la demande des syndicats confédérés exigeant la suppression d'une revalorisation spécifique de la PEQ et de l'ISQ.

On comprend encore mieux pourquoi la DGAC et la DSN refusent systématiquement notre demande de voir figurer une négociation sur la revalorisation de la PEQ lors du prochain protocole.

Lors du CT/DGAC, on nous annoncé qu'il n'y aurait pas de dérogation et que **tous les corps de la DGAC devraient rentrer dans le RIFSEEP.**

On nous informe que nous devons au préalable simplifier notre régime indemnitaire.

Plus que jamais, il nous faut maintenir notre PEQ.

Le RIFSEEP est un outil coercitif extrêmement puissant qu'il faut rejeter.

Et moi, j'ai fait quoi, j'étais où ?

C'est dans la difficulté, l'adversité que les valeurs de courage, de détermination et de solidarité se révèlent le plus.

Nos dirigeants ne cherchent pas à moderniser la DGAC, ils cherchent à casser notre modèle social, les services opérationnels, l'ENAC et tant d'autres services qui pendant des années ont rempli leurs missions grâce à ses agents pleinement engagés, fiers de leur métier et au service de la sécurité et de la qualité.

Face à cette casse généralisée et massive, chaque dirigeant syndical, chaque corporation, chaque agent de la DGAC devraient se poser une seule question : j'ai fait quoi pour éviter le pire, j'étais où quand mes collègues se mobilisaient ?

Les IESSA sont en lutte depuis 6 mois avec leurs armes, s'entraînant les uns et les autres, résistant à la pression et aux menaces de leur hiérarchie.

Ils impactent l'installation des nouveaux systèmes : moyen le plus efficace et le moins coûteux.

Localement, il n'y a pas des IESSA de l'USAC-CGT ou de l'UNSA-IESSA, il n'y a que des IESSA qui se rassemblent et luttent ensemble.

En levant leur préavis de grève et en renonçant alors que la situation empire, les instances dirigeantes de l'USAC-CGT les ont abandonnés alors qu'elles auraient dû, au contraire, rallier les autres agents de la DGAC.

L'UNSA-IESSA résiste toujours, continue de déposer des préavis de grève toutes les semaines et reste au côté et au service de tous les IESSA quelle que soit leur sensibilité syndicale pour défendre une DGAC de qualité, respectueuse de ses personnels.

Luttons ensemble et maintenant, mais avec nos armes, nos moyens d'actions les plus efficaces pour arrêter cette spirale infernale.